

Le ministère de l'intérieur ukrainien perd son chef dans un crash d'hélicoptère

Le ministre de l'intérieur Denys Monastyrsky est le plus haut officiel ukrainien tué depuis le début de l'invasion russe.

Un enfant aussi est mort lorsque l'hélicoptère s'est écrasé près d'une école maternelle.

Kiev (Ukraine)
De notre correspondant

Quatorze morts, dont un enfant, et une direction du ministère de l'intérieur décimée : le bilan du crash d'hélicoptère survenu le 18 janvier à Brovary, en banlieue de Kiev, a laissé sous le choc une Ukraine pourtant habituée depuis un an aux tragédies. «*Douloureux indescriptible*», a commenté le président ukrainien Volodymyr Zelensky, en confirmant le décès du ministre de l'intérieur, Denys Monastyrsky, de son premier vice-ministre Yevhen Yenin et du secrétaire d'État Yuriy Lubkovich, ainsi que de l'ensemble de l'équipage du Super Puma, qui volait alors en direction de la région de Kharkiv.

La petite ville de Brovary avait déjà été en mars dernier le théâtre d'une violente bataille, lorsque l'armée russe avait tenté d'encer-



Denys Monastyrsky.
Genya Savilov/AFP

cler la capitale ukrainienne. Et si les enquêteurs ukrainiens n'ont pour l'heure pas exclu un crash dû à une «*action ennemie*», les circonstances du drame restent floues. Mais la mort de trois officiels de haut rang, dont le ministre d'une des plus importantes institutions du pays, a semé le trouble.

La mort de Denys Monastyrsky pourrait-elle porter un coup à l'effort de guerre ukrainien ? Gargantesque institution de quelque 150 000 hommes et femmes, le ministère de l'intérieur est en effet directement impliqué dans la lutte contre l'armée russe : ses po-

liciers tiennent les check-points des régions proches de la ligne de front et participent parfois directement aux opérations de combat, tandis que les secouristes du service des situations d'urgence sont les premiers sur les lieux après les frappes russes. La garde nationale, elle, est directement engagée sur la ligne de front : le célèbre régiment Azov fait ainsi partie de cette institution sous la coupe du ministère de l'intérieur.

Élu député du Parlement ukrainien en 2019 au sein du parti du président Volodymyr Zelensky, Denys Monastyrsky n'avait pris la tête du ministère de l'intérieur qu'en juillet 2021.

Pour autant, «*cette tragédie ne devrait pas directement affecter leur action*», estime auprès de *La Croix* Oleksiï Melnyk, spécialiste des questions de sécurité au laboratoire d'idées ukrainien Centre Razoumkov. «*La principale fonction du ministère de l'intérieur est de coordonner l'action de quatre agences – la police nationale, le service des gardes-frontières, la garde nationale et le service des situations d'urgence –, qui ont leur*

propre chaîne de commandement, le ministère ne les contrôle pas directement. » Leur relative autonomie devrait ainsi leur permettre de continuer durant l'inévitable «*période de transition*», juge Oleksiï Melnyk.

Élu député du Parlement ukrainien en 2019 au sein du parti du président Volodymyr Zelensky, Denys Monastyrsky n'avait pris la tête du ministère de l'intérieur qu'en juillet 2021. Il remplaçait Arsen Avakov, mastodonte de la politique ukrainienne qui tenait ce ministère d'une main de fer depuis 2014, un record de longévité dans l'Ukraine post-Maïdan. L'homme avait été affaibli en 2020 par une affaire de viol dans un commissariat de la région de Kiev, mais paraissait tellement inamovible que sa démission à l'été 2021 avait pris tout le monde de court. Denys Monastyrsky tenait, lui, du fidèle de Volodymyr Zelensky. «*Aujourd'hui, je ne sais pas encore qui pourra le remplacer, confie à la radio ukrainienne NV le politologue Volodymyr Fessenko, mais vu les circonstances je n'exclus pas qu'il s'agira de quelqu'un avec une expérience du combat.* » Le chef de la police nationale, Igor Klimentko, assurera l'interim.

Fabrice Deprez

Au Vietnam, le président démissionne

Le président du Vietnam Nguyen Xuan Phuc a démissionné mardi 17 janvier, dans le cadre d'une vaste purge anticorruption.

En abdiquant de son propre chef, Nguyen Xuan Phuc évite le déshonneur lié à une destitution inédite au Vietnam, laquelle était dans l'air depuis plusieurs jours. Son départ a peu de conséquences politiques, la fonction de président étant largement honorifique. Il met pourtant en lumière les problèmes de corruption, et suppose des revirements importants au sein du pouvoir.

Ce départ soudain est très inhabituel au Vietnam, où les changements politiques sont orchestrés avec soin par le régime communiste. Officiellement, le Parti a estimé que le dirigeant de 68 ans était responsable d'actes répréhensibles commis par des membres de son gouvernement alors qu'il était premier ministre, entre 2016 et 2021, avant qu'il n'accède à la présidence en récompense de sa gestion jugée efficace de la pandémie.

Cet épisode s'inscrit dans la croisade contre la corruption menée par le politburo du Parti communiste vietnamien. En janvier, l'Assemblée nationale a démis de leurs fonctions deux vice-premiers ministres dont les mandats ont été entachés par des scandales de corruption : Vu Duc Dam, principal responsable de la lutte contre le Covid-19, et Pham Binh Minh, qui était également ministre des affaires étrangères.

L'exclusion du premier est liée au scandale de la société Viet A Technologies, accusée d'avoir versé des pots-de-vin à des fonctionnaires du secteur de la santé, en vue de vendre aux hôpitaux à des prix exorbitants ses tests de détection du Covid. L'épouse du président serait impliquée dans cette affaire.

La révocation du second dirigeant intervient dans une affaire sur les vols rapatriant des ressortissants vietnamiens bloqués à l'étranger pendant la pandémie de Covid-19. Les tarifs aériens et les frais de quarantaine démesurés avaient attiré l'attention des enquêteurs et entraîné l'arrestation de 37 responsables gouvernementaux.

La lutte anticorruption, menée



Nguyen Xuan Phuc.
Nhac Nguyen/AFP

par Nguyen Phu Trong depuis son premier mandat, est la «*principale raison qui pousse le peuple vietnamien à soutenir le régime*», explique David Camroux, chercheur associé au Centre de recherches internationales (Ceri). Mais celle-ci «*sert avant tout à évincer les concurrents : la démission forcée de Phuc signifie une reprise en main des affaires d'État par le ministère de la sécurité publique, très proche des Chinois*», indique Benoît de Tréglodé, directeur de recherche à l'Irsem.

Cette réorganisation de la politique vietnamienne arrive dans un contexte géopolitique particulier, poursuit le spécialiste de l'Asie du Sud-Est : «*On assiste à une offensive de la part des États-Unis et des pays de la zone indopacifique pour tenter d'ancrer le Vietnam dans leur logique tournée contre la Chine.* » Malgré ces appels du pied, auxquels est sensible la jeunesse, le Vietnam maintient son rapprochement idéologique avec Pékin. «*L'objectif du Parti est de préserver son rôle, d'éviter un délitement idéologique de la société vietnamienne et une trop grande ouverture à l'Occident, tout en maintenant des liens forts avec le Parti communiste chinois*», analyse Benoît de Tréglodé.

Un nom émerge de cette purge anticorruption : Tô Lâm, actuel ministre de la sécurité publique, présenté pour succéder à Nguyen Xuan Phuc. La présidence ne pourrait être qu'une étape pour lui, avant de briguer le poste de secrétaire général du Parti communiste. Nguyen Phu Trong, âgé de 78 ans, pourrait quitter son poste avant son terme prévu en 2026.

Léo Aguesse

essentiel

Parlement européen — Un Luxembourgeois remplace Eva Kaili au poste de vice-président

Les eurodéputés réunis en session plénière à Strasbourg ont élu mercredi 18 janvier le socialiste luxembourgeois Marc Angel, pour remplacer la Grecque Eva Kaili, écroulée dans une affaire de corruption présumée en lien avec le Qatar. Il devient ainsi l'un des 14 vice-présidents de l'institution, à qui la présidente Roberta Metsola délègue certaines missions, et qui peuvent présider les débats et les séances de vote.

Iran Le détenu franco-irlandais dans «un état critique»

Le Franco-Irlandais Bernard Phelan, l'un des sept Français détenus en Iran, se trouve «*dans un état critique*», a alerté mercredi 18 janvier une source diplomatique française qui parle «*de graves signes d'épuisement physique et psychologique*». D'après sa sœur, Caroline Massé-Phelan, il y a urgence à le libérer. «*C'est une question de jours*», a-t-elle dit à l'AFP, en évoquant une maladie des os et des conditions de détention très difficiles. Bernard Phelan, dont l'identité a été révélée ces derniers jours seulement, a été arrêté en Iran le 3 octobre alors qu'il était en voyage comme «*consultant en Iran pour un tour-opérateur*».

Israël — La Cour suprême retoque un ministre de Benjamin Netanyahu

La Cour suprême, plus haute juridiction israélienne, a invalidé mercredi 18 janvier, à la surprise générale, la nomination du ministre de l'intérieur Arié Dery, jugée «*extrêmement déraisonnable*». Le leader du Shas, formation orthodoxe et membre clé du gouvernement de Benjamin Netanyahu, avait passé vingt deux mois en prison en 2000-2002 pour fraude fiscale. Les députés avaient voté fin décembre une loi controversée, l'autorisant à accéder au poste de ministre, malgré sa condamnation.

sur-la-croix.com

Biélorussie : Svetlana Tikhanovskaïa, l'inlassable pourfendeuse du régime Loukachenko